

De nouvelles coupes budgétaires menacent

400 millions d'euros en moins sur quatre ans pour les Chambres de commerce et d'industrie. C'est ce que prévoit le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises qui devrait être discuté à l'Assemblée nationale à partir du 24 septembre, cela en vue d'une mise en application début 2019.

"Sur le plan national, cela se traduira par la suppression de 8 000 emplois et de nombreux services aux entreprises ne seront plus assurés", fulmine Roland Gomez, le président de la Chambre de commerce d'industrie régionale. S'il concède qu'une "transformation en profondeur" du réseau est "indispensable", il avance que les effectifs de la CCIR Paca sont déjà passés de 1 600 à 1 200 agents entre 2013 et 2017. Et de craindre la disparition des Chambres de commerce territoriales rurales dont la TFC représente 90 % des recettes. Pour celle des Alpes-de-Haute-Provence, cela signifierait devoir se séparer de plus de 20 salariés sur 34 agents équivalents temps plein.

Désormais, l'heure est à la lutte d'influence pour convaincre Bercy de modifier ce projet de loi, à la lumière d'amendements déposés par des députés qui avancent le caractère contre-productif de la



Roland Gomez, président de la CCI régionale.

/PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

TFC. Une pétition a été lancée. "Il faudra se recentrer sur des activités rémunératrices et cela au détriment des commerces et TPE qui en sont les principaux bénéficiaires", déplore Roland Gomez, qui suggère que la diversité des situations des CCI soit étudiée. En prévision d'une réduction de moyens et dans une démarche de modernisation, le président et les directeurs généraux des CCIT de Paca testent la mutualisation sans contrepartie financière.

Par ailleurs, Roland Gomez évoque un front uni avec la Région: "Il n'est plus question de faire un salon à Barcelonnette ou Las Vegas, où la Région Sud et la CCIR arrivent en ordre dispersé."

Emmanuelle FABRE